



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le Développement
Madagascar
Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar
(ARSSAM)
1^{er} Rapport annuel – 2017

Award ID : 00097148

Durée du projet : septembre 2016 – décembre 2018

Effet UNDAF/CPD : Effet 2 – Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

Produit CPD : Résultat 1 - Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace, résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Résultat 2 – Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Total Budget : 3 000 000 USD (projet multi-agences; budget PNUD: 1 500 000 USD)

Agence de mise en œuvre : PNUD, OIM, UNICEF, HCDH et UNFPA

Liste de distribution aux parties prenantes

1. Général Fidy Mpanjato RAKOTONARIVO, Directeur du Cabinet Militaire de la Primature
2. Vice-Amiral Marie Jean Lucien RAKOTOARISO, Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale
3. Général Mamy RAHERISOLOFO, Directeur Général de la Planification et des Opérations, Ministère de la Défense Nationale
4. Jean Rostand RABIALAHY, Directeur de Cabinet du Ministère de la Sécurité Publique
5. Général Solofonirina Maherizo ANDRIAMANANA, Directeur de la Communication et Relations Extérieures du Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie
6. Hanitriniaina BELALAHY, Directeur des Droits Humains et des Relations Internationales du Ministère de la Justice
7. Nirinamihamina Ramelson RAMANANTSOA, Directeur des Programmes et du Suivi-Evaluation du Ministère de la Justice
8. Marie Francine KIDJA, Directeur Général de la Promotion de la Femme du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
9. Mandimby RAKOTOARISON, Directeur de l'Appui à la Prévention et au Maintien de l'Ordre et de la Sécurité Publics du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
10. Johan Andria RAMANDIMBISON, Directeur des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Etrangères
11. Hantavololona RAMAHAZOSOA, Agent Diplomatique et Consulaire, Service des Affaires Politiques et Sécuritaires, Direction des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Etrangères
12. Anthony RANDRIANJAFISOLO, Assemblée Nationale
13. Jacques Yves Richard RAKOTOMALALA, Sénat
14. Seth ANDRIAMAROHASINA, Commissaire à la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
15. Oana MIHAI, Coordinatrice du Secrétariat Technique du Fonds pour la Consolidation de la Paix
16. Serzhino BIHARISOA, Chargé de Programme, Fonds pour la Consolidation de la Paix
17. Jean-Didier MISSILOU, Conseiller Politique Principal, Union Africaine

Synthèse du rapport annuel

1. Mise en œuvre des produits

Produit du CPD 1 : Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Indicateur 1.2 : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2016) : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 6
- Réalisation : 4 (67%)

Pour l'année considérée :

- Baseline (fin 2016) : 0
- Cible fin d'année : 5
- Réalisation : 4 (80%) Analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire en voie de finalisation, étude qui identifie les bonnes pratiques et formule des recommandations sur les aspects à renforcer et appuyer, et qui informe les activités d'appui technique pour les Forces de Sécurité (Gendarmerie), les Collectivités Territoriales Décentralisées (maires), les initiatives de sécurité communautaire (comités de vigilance, quartiers mobiles), et les autorités traditionnelles et coutumières (comités d'exécution des dina) (voir section *résultats atteints et explications* ci-dessus)
- Commentaire : en 2017 les activités réalisées étaient de nature analytique et stratégique (études, analyses, évaluations), en préparation des informations et données nécessaires à l'appui technique et pratique aux acteurs qui sera fourni par le projet en 2018
- **Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention :** Groupes cibles : a) Initiatives de sécurité communautaire (ex. comités de vigilance, quartiers mobiles), b) autorités traditionnelles et coutumières (ex. comités d'exécution des dina), c) Forces de Défense et de Sécurité (Police, Gendarmerie Nationale, Armée), d) Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), e) organisations de la société civile (OSC)
Zones d'intervention : au niveau national, avec des informations recueillies au niveau régional et local (études et analyses basées sur des informations et consultations au niveau central et dans différentes régions et districts)
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :** Une analyse des textes et pratiques relatifs à la **sécurité communautaire** a été initiée et est actuellement en cours de finalisation. Un consultant expert en analyses sociologiques a entamé une analyse des différents textes qui réglementent les aspects de sécurité communautaire (aussi appelée « sécurité participative »)

à Madagascar, et missions de consultation dans le Sud (régions Anosy, Androy, Ihorombe et Atsimo Andrefana), Centre-Ouest (Vakinankaratra, Matsiatra Ambony et Menabe) et dans le Nord (Sava) ont été effectuées. Lors des missions l'équipe composée du consultant, d'un représentant du PNUD et d'un représentant du ministère de tutelle des initiatives de sécurité participative (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation) a effectué des consultations avec les représentants de l'Etat, des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), des élus locaux (maires), chefs de fokontany, et représentants de la société civile sur leurs expériences, avis et recommandations regardant les textes et pratiques de sécurité communautaire (comités de vigilance, quartiers mobiles, kalony, jado, jama) dans leurs districts/régions respectifs. L'identification et analyse des bonnes pratiques locales contribuera à valoriser ces initiatives, identifier les besoins d'harmonisation au niveau des pratiques et des textes, et identifier les points d'entrée pour un appui technique et matériel qui appuiera les acteurs directement (chefs de fokontany, maires, comités de vigilance/autodéfense villageoise) et indirectement (Police, Gendarmerie, représentants de l'Etat) impliqués dans ces initiatives.

- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :** Certaines activités prévues pour 2017 qui auraient contribué à l'atteinte du résultat n'ont pas pu être réalisées et sont donc reportées à 2018 pour diverses raisons :
 - a) début retardé de la mise en œuvre du projet dû au retard dans le processus de recrutement et d'orientation de l'équipe,
 - b) report d'activités et halte temporaire dans la planification des activités dû à l'épidémie de peste en octobre-novembre

Activités reportées :

- Sensibilisation des Forces de Sécurité sur l'approche de police de proximité et élaboration de modules de formation respectifs ;
- Organisation de sessions de dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile ;
- Développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire

- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence, de nouveaux indicateurs pertinents peuvent être rajoutés) :** L'analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire est la première du genre à étudier cette pratique traditionnelle malagasy et l'intention de revaloriser et renforcer ces initiatives est perçue comme une motivation importante pour plusieurs acteurs essentielles dans la thématique
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :**

Produit du CPD 2 : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2016) : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 8
- Réalisation : 6 (75%)

Pour l'année considérée :

- Baseline (fin 2016) : 0
- Cible fin d'année (2017) : 8
- Réalisation : 6 (75%) Diverses activités (ateliers d'élaboration, études et analyses, ateliers de renforcement de capacité, élaboration de documents stratégiques) ont appuyé le CTO-RSS, le Secrétariat Permanent du HCDN, la Police Nationale, la Gendarmerie, le Sénat et les CTD (voir section *résultats atteints et explications* ci-dessus)
- Commentaire : en 2017 les activités réalisées étaient de nature analytique et stratégique (études, analyses, évaluations), en préparation des informations et données nécessaires à l'appui technique et pratique aux acteurs qui sera fourni par le projet en 2018

- **Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention :** Groupes cibles : a) Organe de coordination de la RSS, b) Haut Conseil de la Défense Nationale, c) Parlement, d) Armée, e) Gendarmerie Nationale, f) Police Nationale, g) CTD

Zones d'intervention : au niveau national, avec des informations recueillies au niveau régional et local (études et analyses basées sur des informations et consultations au niveau central et dans différentes régions et districts)

- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :** Appui technique a été fourni lors de la retraite du **Comité Technique d'Organisation du séminaire national de la RSS (CTO-RSS)** pour la finalisation des plans d'actions des 8 piliers de la RSS en octobre 2016. Subséquemment, le projet a appuyé le CTO-RSS dans la finalisation des plans d'action des huit piliers de la RSS et la consolidation d'un cadre stratégique globale de la RSS (d'octobre 2016 jusqu'à juin 2017), et l'élaboration d'un projet de structure de la nouvelle structure de coordination de la mise en œuvre de la RSS à Madagascar (juin 2017). Le Plan National de la RSS a été officiellement transmis au Président de la République lors de la cérémonie de lancement officiel de la RSS tenue le 12 septembre 2017 avec l'appui du projet. Le 26 septembre 2017 le décret instituant le Bureau National de Coordination de la Réforme du Secteur de la Sécurité (BNC-RSS) et fixant son organisation et ses attributions a été approuvé en Conseil de Ministres et la structure provisoire, le CTO-RSS, a été abrogé. Cependant, la nomination du Coordonnateur et de son équipe n'a pas encore été faite jusqu'à présent.

En consultation avec le CTO-RSS, les besoins en question de **matériels et équipements du nouvel bureau de coordination de la RSS** ont été identifiés en mars 2017. Les équipements ICT (ordinateurs, imprimantes, onduleurs, vidéoprojecteur, écran de projection, pointeurs laser, etc.) et matériels bureautiques (tables et chaises de bureau et de conférence, armoires de rangement, chevalets de conférence, etc.) ont été procurés et la dotation sera réalisée lors de l'établissement du nouveau bureau pour le munir dès le début des équipements nécessaires à son bon fonctionnement.

D
K
ce

En appui au processus de planification et spécialement au mandat du futur BNC-RSS, une **stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS** a été élaborée en étroite consultation avec le CTO-RSS, les représentants et les parties prenantes des huit piliers de la RSS à Madagascar. La stratégie est prête pour être partagée et finalisée avec le BNC-RSS lorsqu'il sera opérationnel, et contribuera à communiquer de manière stratégique, harmonisée, appropriée et régulière sur la mise en œuvre de la RSS et à l'appropriation de tous les acteurs de ce processus.

En appui au nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale (HCDN, récemment créé et en voie d'opérationnalisation) dans son mandat d'élaborer une vision (et ultérieurement une stratégie) de la sécurité nationale, une **étude sur les besoins de sécurité humaine à Madagascar** a été effectuée, basée sur les conclusions et recommandations déjà élaborées lors des analyses et consultations antérieures (notamment celles menées par le CTO-RSS) et complétée par une récolte d'informations et des consultations supplémentaires pour évaluer les besoins en sécurité humaine.

Dans le renforcement de la **gestion et du contrôle des armes à feu** par l'Etat, une évaluation du cadre législatif et procédural de gestion et contrôle des armes à feu a été effectuée, comprenant différentes recommandations et points d'entrée pour l'appui technique et matériel subséquent par le projet pour appuyer les FDS et autorités locales dans leurs mandats respectifs dans ce domaine. En plus, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu, y compris une analyse des motivations qui amènent les civils à se procurer une arme, ainsi que l'effet de la présence d'armes à feu sur les communautés, a été initiée et est actuellement en cours de finalisation. Finalement, basé sur les recommandations du rapport de l'évaluation, considérant le long délai d'acquisition de ce type de produits, des équipements informatiques ont été commandés qui seront ultérieurement distribués à des Bureaux de Défense au niveau des districts et provinces pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs.

Comme première étape dans l'appui du projet aux mécanismes et acteurs impliqués dans la **sécurité communautaire**, une analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire a été initiée et est actuellement en cours. L'identification et analyse des bonnes pratiques locales contribuera à valoriser les initiatives locales, identifier les besoins d'harmonisation au niveau des pratiques et des textes, et identifier les points d'entrée pour un appui technique et matériel qui appuiera les acteurs directement (chefs de fokontany, comités de dina, comités de vigilance/autodéfense villageoise) et indirectement (Police, Gendarmerie, représentants de l'Etat) impliqués dans ces initiatives.

Dans le volet de renforcement du **contrôle parlementaire du secteur de la sécurité** à Madagascar, un premier atelier de renforcement de capacités et de sensibilisation a été effectué du 28 au 29 septembre 2017 pour le personnel du Sénat sur leurs rôles, responsabilités et mandats ainsi que les outils et mécanismes à leur disposition en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité. Des ateliers similaires étaient planifiés pour le personnel de l'Assemblée Nationale, les Sénateurs et les Députés respectivement au cours du mois d'octobre 2017, mais ont été reportés à 2018 à cause de l'épidémie de peste en octobre-novembre 2017.

- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :** Certaines activités prévues pour 2017 qui auraient contribué à l'atteinte du résultat n'ont pas pu être réalisées et sont donc reportées à 2018 pour diverses raisons :
 - a) début retardé de la mise en œuvre du projet dû au retard dans le processus de recrutement et d'orientation de l'équipe,
 - b) report d'activités et halte temporaire dans la planification des activités dû à l'épidémie de peste en octobre-novembre,
 - c) retard dans la finalisation de la planification de la RSS (prévue pour début 2017 et finalisée en septembre 2017) et dans la mise en place du nouveau BNC-RSS (encore en attente)

Activités reportées :

- Dotation des équipements et matériels au BNC-RSS ;
 - Ateliers d'orientation et de renforcement de capacités, et visite d'échanges à Madagascar pour le BNC-RSS ;
 - Sensibilisation des acteurs clés de la RSS sur le processus, la vision de la RSS et leurs rôles et responsabilités ;
 - Renforcement de la participation et du rôle des femmes dans le secteur de la sécurité (réforme des critères de recrutement, campagne médiatique, normes pour infrastructures adaptées)
 - Sensibilisation des Forces de Sécurité sur l'approche de police de proximité et élaboration de modules de formation respectifs ;
 - Renforcement de la gestion et du contrôle des armes à feu (mise à jour des procédures de gestion de stocks, moyens techniques et compétences pour marquage et enregistrement d'armes)
 - Ateliers de renforcement de capacités et de sensibilisation le personnel de l'Assemblée Nationale, les Sénateurs et les Députés respectivement sur leurs rôles, responsabilités et mandats ainsi que les outils et mécanismes à leur disposition en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité ;
 - Développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence) :**
 - **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré**

Indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2016) : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 6
- Réalisation : 4 (67%)

Pour l'année considérée :

- Baseline (fin 2016) : 0
- Cible fin d'année (2017) : 6

D
K
R

- Réalisation : 4 (67%) Analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire en voie de finalisation, étude qui identifie les bonnes pratiques et formule des recommandations sur les aspects à renforcer et appuyer, et qui informe les activités d'appui technique pour les Forces de Sécurité (Gendarmerie), les Collectivités Territoriales Décentralisées (maires), les initiatives de sécurité communautaire (comités de vigilance, quartiers mobiles), et les autorités traditionnelles et coutumières (comités d'exécution des dina) (voir section *résultats atteints et explications* ci-dessus)
- Commentaire : en 2017 les activités réalisées étaient de nature analytique et stratégique (études, analyses, évaluations), en préparation des informations et données nécessaires à l'appui technique et pratique aux acteurs qui sera fourni par le projet en 2018
- **Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention :** Groupes cibles : a) Armée, b) Gendarmerie Nationale, c) Police Nationale, d) CTD, e) OSC, f) initiatives locales de sécurité communautaire
Zones d'intervention : au niveau national, avec des informations recueillies au niveau régional et local (études et analyses basées sur des informations et consultations au niveau central et dans différentes régions et districts)
-
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :** Comme première étape dans l'appui du projet aux mécanismes et acteurs impliqués dans la **sécurité communautaire**, une analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire a été initiée et est actuellement en cours. L'identification et analyse des bonnes pratiques locales contribuera à valoriser les initiatives locales, identifier les besoins d'harmonisation au niveau des pratiques et des textes, et identifier les points d'entrée pour un appui technique et matériel qui appuiera les acteurs directement (chefs de fokontany, comités de dina, comités de vigilance/autodéfense villageoise) et indirectement (Police, Gendarmerie, représentants de l'Etat) impliqués dans ces initiatives.
- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :** Une grande parties des activités prévues pour 2017 qui auraient contribué à l'atteinte du résultat n'ont pas pu être réalisées et sont donc reportées à 2018 pour diverses raisons :
 - a) début retardé de la mise en œuvre du projet dû au retard dans le processus de recrutement et d'orientation de l'équipe,
 - b) report d'activités et halte temporaire dans la planification des activités dû à l'épidémie de peste en octobre-novembre

Activités reportées :

- Renforcement de la participation et du rôle des femmes dans le secteur de la sécurité (réforme des critères de recrutement, campagne médiatique, normes pour infrastructures adaptées)
- Sensibilisation des Forces de Sécurité sur l'approche de police de proximité et élaboration de modules de formation respectifs ;
- Organisation de sessions de dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile ;
- Développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire

- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence) :**
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré**

D



2. Mise en œuvre des produits du plan stratégique

Output 2 du plan stratégique: Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Produit 2.4: Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Indicateur 2.4.1.A.1.1.: Extent to which women's groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible annuelle cumulée (2017) : 4=Largely
- Valeur actuelle cumulée (2017) : 3=Partially
- Commentaire : Les activités de renforcement du rôle et de la participation des femmes à la sécurité, et de dialogue entre les FDS et la population (en particulier les organisations de femmes et de jeunes) ont été reportées à 2018
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :**
- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :** Les activités prévues pour 2017 qui auraient contribué à l'atteinte du résultat n'ont pas pu être réalisées et sont donc reportées à 2018 pour diverses raisons :
 - a) début retardé de la mise en œuvre du projet dû au retard dans le processus de recrutement et d'orientation de l'équipe,
 - b) report d'activités et halte temporaire dans la planification des activités dû à l'épidémie de peste en octobre-novembre,
 - c) priorisation d'autres activités vu le temps et les ressources limitées
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence de nouveaux indicateurs pertinents peuvent être rajoutés) :**
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :**

Nombre d'activités prévues pour l'année concernée :

- Nombre d'activités achevées : 0
- Nombre d'activités en cours : 0
- Nombre d'activités non commencées : 3

Indicateur 2.4.1.A.2.1.: Extent to which youth groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible annuelle cumulée (2017) : 4=Largely

- Valeur actuelle cumulée (2017) : 3=Partially
- Commentaire : Les activités de dialogue entre les FDS et la population (en particulier les organisations de femmes et de jeunes) ont été reportées à 2018
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :**
- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :** Les activités prévues pour 2017 qui auraient contribué à l'atteinte du résultat n'ont pas pu être réalisées et sont donc reportées à 2018 pour diverses raisons :
 - a) début retardé de la mise en œuvre du projet dû au retard dans le processus de recrutement et d'orientation de l'équipe,
 - b) report d'activités et halte temporaire dans la planification des activités dû à l'épidémie de peste en octobre-novembre,
 - c) priorisation d'autres activités vu le temps et les ressources limitées
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence de nouveaux indicateurs pertinents peuvent être rajoutés) :**
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :**

Nombre d'activités prévues pour l'année concernée :

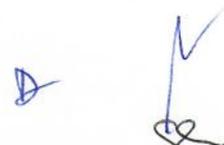
- Nombre d'activités achevées : 0
- Nombre d'activités en cours : 0
- Nombre d'activités non commencées : 2

Output 3 du plan stratégique: Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base

Produit 3.5: Les communautés sont dotées des moyens nécessaires pour, et les institutions du secteur de la sécurité en sont capables, améliorer la sécurité pour les citoyens et faire reculer la violence armée

Indicateur 3.5.1.A.1.1.: Extent to which capacities of the security sector for governance were improved

- Baseline (2016) : 2=Very partially
- Cible annuelle cumulée (2017) : 3=Partially
- Valeur actuelle cumulée (2017) : 3=Partially
- Commentaire :
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :** En appui au processus de planification et spécialement au mandat du futur BNC-RSS, une **stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS** a été élaborée en étroite consultation avec le CTO-RSS, les représentants et les parties prenantes des huit piliers de la RSS à Madagascar. La stratégie est prête pour être partagée et finalisée avec le BNC-RSS lors qu'il sera opérationnel, et contribuera à communiquer de manière stratégique, harmonisée, appropriée et régulière sur la mise en œuvre de la RSS et à l'appropriation de tous les acteurs de ce processus.



En appui au nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale (HCDN, récemment créée et en voie d'opérationnalisation) dans son mandat d'élaborer une vision (et ultérieurement une stratégie) de la sécurité nationale, une **étude sur les besoins de sécurité humaine à Madagascar** a été effectuée, basée sur les conclusions et recommandations déjà élaborées lors des analyses et consultations antérieures (notamment celles menées par le CTO-RSS) et complétée par une récolte d'informations et des consultations supplémentaires pour évaluer les besoins en sécurité humaine.

Dans le renforcement de la **gestion et du contrôle des armes à feu** par l'Etat, une évaluation du cadre législatif et procédural de gestion et contrôle des armes à feu a été effectuée, comprenant différentes recommandations et points d'entrée pour l'appui technique et matériel subséquent par le projet pour appuyer les FDS et autorités locales dans leurs mandats respectifs dans ce domaine. En plus, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu, y compris une analyse des motivations qui amènent les civils à se procurer une arme, ainsi que l'effet de la présence d'armes à feu sur les communautés, a été initiée et est actuellement en cours. Finalement, basé sur les recommandations du rapport de l'évaluation, considérant le long délai d'acquisition de ce type de produits, des équipements informatiques ont été commandés qui seront ultérieurement distribués à des Bureaux de Défense au niveau des districts et provinces pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs.

- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes)** : Les activités prévues pour 2017 qui auraient contribué à l'atteinte du résultat n'ont pas pu être réalisées et sont donc reportées à 2018 pour diverses raisons :
 - a) début retardé de la mise en œuvre du projet dû au retard dans le processus de recrutement et d'orientation de l'équipe,
 - b) report d'activités et halte temporaire dans la planification des activités dû à l'épidémie de peste en octobre-novembre,
 - c) priorisation d'autres activités vu le temps et les ressources limitées
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence de nouveaux indicateurs pertinents peuvent être rajoutés)** :
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré** :

Nombre d'activités prévues pour l'année concernée :

- Nombre d'activités achevées : 3
- Nombre d'activités en cours : 0
- Nombre d'activités non commencées : 4

Indicateur 3.5.1.A.1.2.: Extent to which capacities of the security sector for oversight were improved

- Baseline (2016) : 2=Very partially

- Cible annuelle cumulée (2017) : 3=Partially
- Valeur actuelle cumulée (2017) : 3=Partially
- Commentaire :
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :** Dans le renforcement de la **gestion et du contrôle des armes à feu** par l'Etat, une évaluation du cadre législatif et procédural de gestion et contrôle des armes à feu a été effectuée, comprenant différentes recommandations et points d'entrée pour l'appui technique et matériel subséquent par le projet pour appuyer les FDS et autorités locales dans leurs mandats respectifs dans ce domaine. En plus, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu, y compris une analyse des motivations qui amènent les civils à se procurer une arme, ainsi que l'effet de la présence d'armes à feu sur les communautés, a été initiée et est actuellement en cours. Finalement, basé sur les recommandations du rapport de l'évaluation, considérant le long délai d'acquisition de ce type de produits, des équipements informatiques ont été commandés qui seront ultérieurement distribués à des Bureaux de Défense au niveau des districts et provinces pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs.
-
- Dans le volet de renforcement du **contrôle parlementaire du secteur de la sécurité** à Madagascar, un premier atelier de renforcement de capacités et de sensibilisation a été effectué du 28 au 29 septembre 2017 pour le personnel du Sénat sur leurs rôles, responsabilités et mandats ainsi que les outils et mécanismes à leur disposition en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité. Des ateliers similaires sont prévus pour le personnel de l'Assemblée Nationale, les Sénateurs et les Députés respectivement au cours du mois d'octobre 2017.
- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :** Les activités prévues pour 2017 qui auraient contribué à l'atteinte du résultat n'ont pas pu être réalisées et sont donc reportées à 2018 pour diverses raisons :
 - a) début retardé de la mise en œuvre du projet dû au retard dans le processus de recrutement et d'orientation de l'équipe,
 - b) report d'activités et halte temporaire dans la planification des activités dû à l'épidémie de peste en octobre-novembre,
 - c) priorisation d'autres activités vu le temps et les ressources limitées
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence de nouveaux indicateurs pertinents peuvent être rajoutés) :**
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :**

Nombre d'activités prévues pour l'année concernée :

- Nombre d'activités achevées : 1
- Nombre d'activités en cours : 1
- Nombre d'activités non commencées : 2

3. Prise en compte du genre

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes et d'une meilleure considération des besoins spécifiques liés au genre.

Le projet comprend des activités focalisées spécifiquement sur l'inclusion et promotion des femmes dans les FDS (activités prévues pour quatrième trimestre 2017, y compris appui à la réforme des critères de recrutement, proposition de politiques de ressources humaines respectueuses de la famille et élaboration de lignes directrices relatives aux infrastructures). En plus, dans les analyses et consultations le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, et à la désagrégation de l'information et des données selon sexe. Il s'agit d'assurer une participation et inclusion aussi haute que possible de femmes, jeunes et groupes vulnérables aux consultations et collectes de données, ainsi que de dédier, si possible, au moins une partie des analyses à l'aspect genre de la thématique en question (ex. le rôle des femmes dans la sécurité communautaire, l'impact spécifique que les armes à feu ont sur les femmes dans une communauté, etc.).

4. Coopération Sud-Sud

Dans les activités pertinentes, référence est faite à de bonnes pratiques et des exemples d'autres pays du Sud et la facilitation d'échanges avec des experts et contreparties provenant de ou avec expérience dans les pays en voie de développement est favorisée.

A titre d'exemple, l'étude sur les besoins de sécurité a été confiée à une équipe d'un consultant national et d'un consultant international d'origine tchadienne expert en appui à la RSS dans différents pays africains, y compris Madagascar.

Une visite d'échange est prévue dans le cadre de l'appui à l'organe national de coordination de la RSS pour faire venir des représentants de pays du Sud qui ont ou sont aussi en train de mettre en œuvre une réforme du secteur de la sécurité et pourront donc partager leurs expériences, connaissances et recommandations avec les parties prenantes malagasy. Cette activité est en attente de la mise en place et opérationnalisation du BNC-RSS (reporté à 2018).

5. Renforcement des capacités nationales

Le projet met un accent sur le renforcement des capacités des parties prenantes nationales (spécialement l'organe de coordination de la RSS, les FDS et leurs ministères de tutelle) et prévoit une série de formations et d'ateliers (police de proximité, contrôle et gestion d'armes, sécurité communautaire, contrôle parlementaire), de l'appui technique et stratégique (élaboration de documents et plans stratégiques) et la dotation de matériels (matériels de communication, ICT et bureautiques, infrastructures adaptés aux besoins basés sur le genre, équipements pour modernisation de la gestion des armes) à cet effet.

6. Durabilité des résultats

L'inclusion et implication des points focaux du projet au sein de chaque partenaire national principal dans la planification et mise en œuvre des activités assure l'appropriation du projet par la partie nationale, visible dans l'engagement, la participation aux activités et l'intérêt montré à contribuer et être au courant de chaque étape du projet. Les activités sont conçues pour être de nature catalytique, c'est-à-dire, pour générer la base pour d'autres activités et potentiels appuis futurs pour la suite du progrès. L'intervention du projet est basée sur les besoins et requêtes de la partie nationale et contribue au Plan National de la RSS qui est conçu pour une durée de cinq ans. Cette intégration assure que les activités contribuent à un processus large qui n'est pas dépendant de l'existence du projet pour subsister.

7. Les principaux problèmes rencontrés et les solutions trouvées

Un facteur de décalage a été le temps nécessaire pour déterminer la modalité de mise en œuvre (délai pour obtenir l'autorisation DIM) et recruter le personnel de projet. Le problème a été résolu entre temps.

L'imprégnation et appropriation limitée de certaines institutions nationales au début du projet a comporté un retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale, mais désormais tous les points focaux sont nommés et connaissent le projet. Un manque de communication interne des objectifs et avancements du projet par certains points focaux à leurs supérieurs hiérarchiques a été constaté, et des mesures prises, y compris le plaidoyer auprès des points focaux d'activerment communiquer sur le projet auprès de leurs institutions, ainsi que des rencontres d'information et de sensibilisation menées par le CTO-RSS et l'équipe du projet.

Il était prévu que le CTO-RSS (organe temporaire de coordination) finirait son mandat à la fin de 2016 et serait remplacé en début de 2017 par un organe national de coordination de la RSS à Madagascar avec un mandat plus pérenne. Le décret d'instauration du BNC-RSS approuvé en Conseil de Ministres le 26 septembre 2017 est un avancement important, mais l'abrogation simultanée du CTO-RSS et l'incertitude concernant la durée de cette transition signifie qu'actuellement il n'y a pas d'interlocuteur officiel qui coordonne et donc garantit l'appropriation nationale du processus de RSS. Les activités d'appui technique et stratégique au processus et les activités de nature stratégique sont en attente de l'opérationnalisation du BNC-RSS. Le projet encourage et appuie la mise en place du BNC-RSS et est prêt à fournir une imprégnation sur le projet et le processus à ce jour dès qu'il sera en place.

En vue du rallongement dans l'avancement de la planification et mise en place des structures pérennes principales de la coordination de la RSS, le projet se voit souvent confronté à la perception par certaines parties nationales de deux processus de RSS parallèles et à deux vitesses. A cette perception s'ajoute le décalage entre la pression auprès du PNUD et par le bailleur (PBF) de rattraper le retard initial de mise en œuvre du projet et de respecter les délais prévus dans le document de projet, et la demande de la partie nationale de décaler certaines activités en attente de l'avancement des démarches au niveau des organes nationaux.

8. Perspectives pour l'année prochaine

- Doter le nouvel organe national de coordination de la mise en œuvre de la RSS à Madagascar des matériels informatiques et bureautiques déjà achetés ;

- Réaliser une visité d'échanges à Madagascar et des ateliers de sensibilisation et de renforcement de capacités pour les membres du BNC-RSS lorsqu'ils seront en place ;
- Appuyer l'appropriation et finalisation de la stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Réaliser des ateliers de sensibilisation des parties prenantes de la RSS sur leur rôle dans le processus de la RSS;
- Développer et dupliquer des matériels de sensibilisation sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Faciliter le développement d'une vision nationale de la sécurité ;
- Analyser le système de promotion/sa transparence au sein des FDS ;
- Appuyer l'élaboration de plans d'action pour chaque FDS ;
- Appuyer la sécurisation des concours de la Gendarmerie Nationale par le BIANCO ;
- Revoir les critères de recrutement des femmes auprès des FDS et proposer des politiques de ressources humaines respectueuses de la famille ;
- Appuyer les associations professionnelles des femmes et les points focaux genre au sein des FDS;
- Revoir les plans d'infrastructures pour proposer des adaptations pour concilier les besoins des éléments femmes au sein des FDS ;
- Sensibiliser la Gendarmerie Nationale et la Police Nationale sur le concept de « police de proximité » et adapter les modules de formation pertinents ;
- Former les FDS responsables du contrôle et de la gestion des stocks d'armes légères détenues par l'Etat et par les civils ;
- Renforcer les capacités des inspecteurs des stocks d'armes ;
- Appuyer la mise à jour des procédures de gestion de stocks d'armes des FDS ;
- Fournir les moyens techniques et les compétences pour un marquage et un enregistrement d'armes selon les standards internationaux ;
- Evaluer la justice militaire ;
- Appuyer la conception d'un mécanisme de dénonciation d'abus ;
- Renforcement de capacités pour le personnel de l'Assemblée Nationale, les Sénateurs et les Députés sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité ;
- Renforcer les capacités des OSC de jeunes pour le plaidoyer ;
- Organiser des sessions de dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile (en particulier les organisations de femmes et de jeunes) ;
- Développer un modèle de plan de sécurité communautaire ;
- Doter des équipements pour et appuyer la mise en œuvre des plans de sécurité communautaire

9. Leçons apprises, bonnes pratiques et innovations

Handwritten marks and signatures in blue ink, including a large 'N' and other illegible scribbles.

Leçons apprises et bonnes pratiques : a) L'implication et l'appropriation par les Institutions nationales et des autorités (locale/régionale) depuis le début de la conception des activités, dans la planification opérationnelle et la mise en œuvre des activités facilite d'assurer la disponibilité et participation effective des parties prenantes aux activités ; b) Il s'avère nécessaire d'accélérer le processus de prise de décisions pour les prochains projets (analyse préalable des étapes et des goulots d'étranglement, décision sur et préparatifs pour la modalité de mise en œuvre choisie) ; c) Le plaidoyer auprès des points focaux pour activement communiquer sur le projet à leurs supérieurs hiérarchiques et collègues a été très efficace, plutôt que d'assumer que ce serait automatiquement fait vu les lignes hiérarchiques ; d) L'identification et l'exploration des synergies et potentiels pour coopération et la coordination avec les différents projets et différentes parties prenantes (autres agences de mise en œuvre du projet, autres projets du PNUD, PTF et organisations de la société civile) dans le cadre de réunions et rencontres de coordination, consultation, information et planification s'est avérée très utile pour capitaliser sur les résultats et activités mutuels, éviter des chevauchements de dates et duplications, et guider l'élaboration de nouvelles sous-activités pertinents

Innovations (approches, collecte analyse de données etc.) :

10. Observations

RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT DE PROJET

Section 1. Mise en œuvre du projet

A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Stratégique	Août 2016	Réticence à la mise en œuvre de certaines activités sensibles	Décembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Ancrage des activités proposées grâce au partenariat solide des cinq agences avec la partie nationale et aux consultations qui ont précédé la rédaction du projet et la préparation des activités - Réalisation de séances de planification et de sensibilisation qui ont aidé à surmonter les réticences - Le comité de projet fournit un cadre pour discuter, anticiper les possibles 	Non	Chargé de Programme

[Handwritten signature]

				divergences et s'accorder sur les solutions appropriées - Considérer d'établir un MoU pour assurer la coopération pour les activités les plus sensibles de tous les partenaires nationaux				
Août 2016	Conséquences néfastes potentielles liées à la conception et à la mise en œuvre du projet	Décembre 2017	- Le projet adopte l'approche « do no harm ». Le comité de projet veille sur la mise en œuvre des activités et a fonction d'« alerte » : si une activité semble pouvoir créer des conflits, elle sera immédiatement revue de façon participative	Non	Chargé de Programme, Comité de Projet			
Août 2016	Retard de la promulgation du décret de nomination officielle des membres de la CNIDH <i>UPDATE : Membres de la CNIDH ont été nommés</i>	Décembre 2017	- Actions de plaidoyer pour l'accélération du processus ont appuyé la promulgation des membres et mise en place de la CNIDH <i>UPDATE : Membres de la CNIDH ont été nommés, risque dissipé</i>	Non	Chargé de Programme			
Janvier 2017	Retard de la promulgation du décret de création du nouvel organe de planification de la RSS	Décembre 2017	- Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus	Non	Chargé de Programme			

	<p>Septembre 2017</p>	<p>UPDATE : Décret d'instauration du BNC-RSS adopté en Conseil de Ministres en fin septembre 2017</p>		<p>- D'autres volets d'actions planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités</p> <p>- Les actions de promotion du mandat et du rôle de de l'organe de coordination et de mise en œuvre de la RSS pourront être mises en œuvre sans attendre la nomination officielle</p> <p>UPDATE : Décret d'instauration du BNC-RSS adopté en Conseil de Ministres en fin septembre 2017</p>	<p>Oui</p>	<p>Chargé de Programme</p>
<p>Septembre 2017</p>	<p>Décalage entre l'abrogation du CTO-RSS et la mise en place et opérationnalisation du BNC-RSS</p>	<p>Décembre 2017</p>	<p>- Activités techniques et stratégiques d'appui au processus en attente, priorisation des activités qui ne sont pas dépendantes de l'existence de l'interlocuteur national de la RSS</p> <p>- Appui et plaidoyer pour l'accélération du processus de nomination des membres, identification et habilitation des bureaux et</p>	<p>Oui</p>	<p>Chargé de Programme</p>	

82 / 1 P

	Janvier 2017	Retard de la mise en place du nouvel Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité Nationale (SPDSN) <i>UPDATE : Equipe du SPDSN en place depuis octobre 2017</i>	Décembre 2017	opérationnalisation du BNC-RSS - Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus - D'autres volets d'actions seront planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités <i>UPDATE : Equipe du SPDSN en place depuis octobre 2017</i>	Non	Chargé de Programme
Politique	Août 2016	Instabilité politique et rotations du personnel de la partie nationale qui pourrait retarder la mise en œuvre	Décembre 2017	- Etablissement de liens avec les techniciens des institutions, moins sujets aux rotations - Diversification des partenaires - Réunions périodiques et d'introduction lors des nominations de nouveaux partenaires	Non	Chargé de Programme
Opérationnel	Août 2016	Manque de coordination entre les différentes composantes du projet	Décembre 2017	- Mise en place d'un coordonnateur de projet depuis mi-avril 2017	Non	Chargé de Programme, Coordonnateur de Projet

Handwritten signature

Handwritten mark

B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
Retard dans le recrutement du personnel de projet	Octobre 2016	Longues procédures de recrutement du personnel. Arrivée de la Spécialiste en février 2017, recrutement de Coordinateur de Projet et de l'AAF seulement finalisé en mars 2017 (début prévu pour avril 2017)	Décembre 2017	Appui intérimaire par un AAF assigné à un autre projet. Prise en charge des activités et responsabilités de coordination inter-agences par la Spécialiste.	Oui – tout le personnel de projet est recruté	Chargé de Programme
Retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale	Novembre 2016	Le point focal du Ministère de la Défense Nationale restait encore à être officiellement nommé, résultant dans une incertitude dans le contact avec ce ministère très important pour le projet.	Décembre 2017	Correspondance avec les partenaires et le point focal non officiel dans le MDN pour encourager une nomination.	Oui – tous les points focaux ont été nommés	Chargé de Programme
Goulets d'étranglement auprès des services d'appui opérationnel	Juin 2017	Retard et obstacles dans le traitement opportun des dossiers et procédures nécessaires à la préparation et au suivi des activités du projet à cause de goulets d'étranglement auprès des services d'appui opérationnel (traitement de dossiers d'une multitude de projets et d'agences avec nombre d'effectifs limité, procédures et circuits lourds)	Décembre 2017	Appui par le personnel du projet à la préparation des dossiers pour anticiper certaines étapes et décharger les collègues des services d'appui opérationnel	Oui – le traitement des dossiers a pu être accéléré	Chargé de Programme, DRRO

R

SR

C. Mise à jour du plan de communication et de suivi

Type d'Action de Suivi ou de Communication (Types)	Date due	Description	Commentaire	Réalisée (Oui/Non)	Date de réalisation (si réalisée)	Responsables
(Revue, Rapport, Audit, « Donor report », Evaluation, Visite de suivi, Reportage-Publication, Evaluation spéciale) Rapport	15 avril 2017	Rapport trimestriel pour le PNUD T1		Oui	19 avril 2017	Chargée du Volet RSS
Rapport pour le bailleur	15 juin 2017	Rapport semestriel pour le PBF		Oui	15 juin 2017	Chargée du Volet RSS
Rapport	15 juillet 2017	Rapport trimestriel pour le PNUD T2		Oui	14 juillet 2017	Chargée du Volet RSS
Présentation	6 septembre 2017	Revue conjointe des projets pour le CPD PNUD		Oui	6 septembre 2017	Chargée du Volet RSS
Rapport	10 octobre 2017	Rapport trimestriel de mise en œuvre directe pour le PNUD		Oui	10 octobre 2017	Chargée du Volet RSS
Rapport	15 octobre 2017	Rapport trimestriel pour le PNUD T3		Oui	9 octobre 2017	Chargée du Volet RSS
Rapport pour le bailleur	15 novembre 2017	Rapport annuel pour le PBF		Oui	14 novembre 2017	Chargée du Volet RSS
Présentation	27 novembre 2017	Revue annuelle des projets pour le CPD PNUD		Oui	27 novembre 2017	Chargée du Volet RSS
Rapport	15 décembre 2017	Rapport annuel pour le PNUD		Oui (en cours)		Chargée du Volet RSS

Journal de leçons apprises

Titre du projet: ARSSAM				Award ID: 00097148	Date: Décembre 2017	Soumis, mis à jour par :
#	Type de leçons	Date Identification	Succès	Insuffisances	Solutions recommandées	
1	Gestion de projet	Décembre 2017		Le processus de prise de décisions pour le projet (circuit de décisions, décision et approbation de mise en œuvre DIM) a pris plus de temps que prévu	Il s'avère nécessaire d'accélérer le processus de prise de décisions pour les prochains projets (analyse préalable des étapes et des goulots d'étranglement, décision sur et préparatifs pour la modalité de mise en œuvre choisie)	Chargée du Volet RSS
2	Facteur humain	Décembre 2017	Le plaidoyer auprès des points focaux pour activement communiquer sur le projet à leurs supérieurs hiérarchiques et collègues a été très efficace, plutôt que d'assumer que ce serait			Chargée du Volet RSS







		automatiquement fait vu les lignes hiérarchiques		
--	--	--	--	--

Section 2. Progression des produits CPD (produit 1)

Output ID : 1 **Description :** Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Longue description : Le projet vise améliorer les mécanismes de coopération, coordination et dialogue entre les FDS et les populations afin de faciliter l'émergence d'espaces d'échange constructifs et les interactions entre les différentes parties prenantes.

Baseline (2016) : 0

Indicateurs : 1.2 Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

Cible cumulée (2017) : 5

Valeur actuelle cumulée (2017) : 4

Etat d'avancement (narratif) : L'activité réalisée en 2017 relative à la sécurité communautaire (analyse des textes et pratiques) fournit des informations et données pertinentes pour la conceptualisation des activités d'appui aux initiatives identifiées, et aussi pour le travail des Forces de Sécurité, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des initiatives de sécurité communautaire, et des autorités traditionnelles et coutumières

Moyens de vérification : Produits et rapports d'activités ; rapports d'évaluations

Handwritten marks: A large blue checkmark and a signature.

Section 3. Réalisation des activités (produit 1)

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 1.2 Approche de proximité FDS

Produit 4.1 : Les forces de sécurité développent une « approche de proximité » de la population

Activité 4.1.1 : Dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile (en particulier les organisations des femmes et de jeunes)

Longue description : Une facilitation sera apportée à l'organisation des sessions de dialogue entre la société civile, les autorités locales, et les FDS, pour échanger sur les perceptions et attentes, les besoins de sécurité des populations et les rôles des forces de sécurité pour renforcer la confiance mutuelle. Une séance centrale sera organisée dans la capitale, et cinq séances supplémentaires seront organisées dans les provinces du pays.

Date de début : Date de fin :

Résultats attendus : Sessions de dialogue réalisées à Antananarivo et dans les provinces

% Progression jusqu'à ce jour : 0%

Etat d'avancement (narratif) : Activité reportée à 2018

Moyens de vérification : Rapports d'activité ; entretiens de suivi

Activité 4.1.1.1 : Développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire

Longue description : En lien avec les politiques et stratégies développées dans les résultats stratégiques 1 et 2, et basé sur les sessions de dialogue prévues à l'activité précédente, cette activité visera le développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire. Cette activité visera, entre autres, de traduire les politiques de « police/gendarmerie de proximité » en un modèle de plan concret.

Date de début : Date de fin :

Résultats attendus : Modèle de plan de sécurité communautaire élaboré

% Progression jusqu'à ce jour : 0%

Etat d'avancement (narratif) : Activité reportée à 2018

Moyens de vérification : Rapports d'activité ; modèle de plan de sécurité communautaire

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 1.3 Gestion et fonctionnement

Résultat 5.1 : L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle

Activité 5.1.1 : Mettre à disposition du personnel PNUD pour la mise en œuvre du projet et assurer l'appui technique nécessaire

Date de début : janvier 2017

Date de fin : décembre 2018

Résultats attendus : Personnel PNUD mis à disposition pour la mise en œuvre du projet

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) : conforme au plan

Moyens de vérification : Postes prévus pourvus ; contrats ; fiches de salaire

Résultat 5.2 : La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD

Activité 5.2.1 : Assurer la communication

Date de début : janvier 2017

Date de fin : décembre 2018

Résultats attendus : Communication et visibilité du projet assurée

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) : conforme au plan

Moyens de vérification : Activités de communication et de sensibilisation sur le projet ; matériels de visibilité

Activité 5.2.2 : Assurer le suivi et évaluation

Date de début : janvier 2017

Date de fin : décembre 2018

Résultats attendus : Le suivi et évaluation du projet sont assurés

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) : conforme au plan

Moyens de vérification : Activités de suivi et d'évaluation du projet ; rapports d'évaluations

Section 2. Progression des produits (produit 2)

Output ID : 2 **Description :** Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Longue description : La redevabilité des forces de sécurité doit s'accompagner au rehaussement des standards éthiques et des capacités de dialogue, et de service à la population, des éléments fondamentaux en vue de gagner la confiance de la population.

Le renforcement des capacités des FDS aura une place centrale, avec la mise en œuvre des actions de sensibilisation et renforcement des capacités des FDS déjà opérationnelles.

Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délègue, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.

Baseline (2016) : 0

Indicateurs : 2.2 Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

Cible cumulée (2017) : 8

Valeur actuelle cumulée (2017) : 6

Etat d'avancement (narratif) :

Moyens de vérification : Produits et rapports d'activité ; rapports d'évaluations

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.1 Soutien au processus RSS

Produit 1.1 Le processus de réforme du secteur de la sécurité dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés

Activité. 1.1.1 Appui au CTO-RSS (ou son successeur)

Longue description : Pour atteindre un pilotage professionnel du processus de la RSS et dans les normes identifiées par le Cadre de RSS de l'Union Africaine, un soutien technique et matériel est prévu pour l'organe national de coordination. Il est prévu à ce que cet organe soit fonctionnel, à travers la mise à dispositions de moyens et le transfert de compétences pour mettre efficacement en œuvre le processus.

- Renforcement de capacités
- Dotation de matériels
- Visite d'échange à Madagascar

Date de début : février 2017

Date de fin :

Résultats attendus : Le CTO-RSS (ou son successeur) sont appuyés avec de l'expertise, de l'appui technique et matériel

% Progression jusqu'à ce jour : 70%

Etat d'avancement (narratif) :

Renforcement de capacités :

- Appui technique à la consolidation des plans stratégique et opérationnels de la RSS effectué de décembre 2016 à mars 2017
- Participation et appui technique à l'atelier de finalisation des plans stratégiques (ultérieurement appelé « Plan National de la RSS ») du 6-7 avril 2017 à Antsirabe
- Organisation de l'atelier de planification de la nouvelle structure de coordination de la RSS effectué le 6-10 juin 2017 à Antsirabe
- Appui financier (location de salle, décoration, impression du Plan National et de dépliants sur la RSS) à la cérémonie de lancement officiel de la RSS à Madagascar effectuée le 12 septembre 2017 à Ivato

Dotation de matériels :

- Achat de matériels informatiques et de bureau pour la nouvelle structure de coordination (prêts pour livraison lors de la création et mise en place)

Moyens de vérification : Rapports d'activité ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi ; fiches de livraison de matériels

Activité. 1.1.2 Plaidoyer pour une appropriation efficace de la RSS par les Gouvernants

Longue description : Conjointement avec l'Union Africaine, qui a le leadership politique en matière de RSS, des sensibilisations aux parties prenantes seront facilitées, sur les bénéfices de la RSS ainsi que le rôle que chaque acteur devrait/peut jouer pour soutenir le processus. Cela permettra de renforcer la légitimité et la durabilité du processus. Cette activité visera à moyen terme à ce que les besoins identifiés pour la RSS soient reflétés de manière réaliste dans la Loi des Finances.

- Elaboration d'une stratégie de communication

- Ateliers de sensibilisation

- Matériels de sensibilisation

Date de début : juillet 2017

Date de fin :

Résultats attendus : Les parties prenantes de la RSS sont sensibilisés sur le processus et les enjeux de la RSS à Madagascar et s'approprient de ce processus

% Progression jusqu'à ce jour : 25%

Etat d'avancement (narratif) :

Stratégie de communication

- Consultations en bilatéral au niveau central avec les parties prenantes de la RSS entre le 25 juillet et le 9 août 2017

- Atelier de consultation sur les éléments de la stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS le 10 août 2017 à Antananarivo

- Atelier de restitution de la stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS le 30 août 2017 à Antananarivo

- Finalisation du brouillon de la stratégie de communication qui sera partagée et finalisée avec le BNC-RSS lorsqu'il sera opérationnel

Moyens de vérification : Rapports d'activité ; stratégie de communication ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.2 Vision nationale de la sécurité

Produit 1.2. Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée et permet une planification et formulation stratégique pour chaque FDS

Activité. 1.2.1 Revoir les besoins de sécurité du pays

Longue description : Cette activité va s'appuyer sur les consultations déjà menées dans les 22 régions par le Comité Technique d'Organisation du séminaire national sur la RSS (CTO-RSS) en 2015, et qui ont déjà pu déblayer le terrain quant aux préoccupations significatives en matière de sécurité des populations interrogées. Là où il sera nécessaire, ces études seront étayées afin de pouvoir récolter les informations nécessaires pour développer les plans opérationnels. Cette formulation participative permettra de développer, dans une seconde phase, une vision nationale de sécurité à volonté représentative des préoccupations des citoyens et de l'Etat.

Date de début : juillet 2017

Date de fin : août 2017

Résultats attendus : Rapport de l'étude sur les besoins de sécurité élaboré

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) :

- Atelier de consultation avec les parties prenantes le 11 juillet 2017 à Antananarivo réalisé
- Consultations au niveau central et en province (Boeny et Anosy) du 27 juin au 19 juillet 2017 réalisées
- Atelier de restitution et de validation de l'étude sur les besoins de sécurité humaine le 21 juillet 2017 à Antananarivo réalisé
- Rapport de l'étude sur les besoins de sécurité humaine finalisé
- Moyens de vérification : Rapport de l'étude ; rapports des consultations ; questionnaires d'évaluation

Activité. 1.2.3 Evaluation et analyse de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils

Longue description : La législation ainsi que les procédures en matière de gestion des stocks d'armes et de munitions par les FDS seront étudiées. En outre, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu sera aussi réalisée.

- Evaluation et analyse

- Enquête

Date de début : mai 2017

Date de fin :

Résultats attendus : La législation nationale, les règles et les procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils ont été évalués et des recommandations formulées pour le renforcement du contrôle et de la gestion des armes à feu à Madagascar

% Progression jusqu'à ce jour : 95%

Etat d'avancement (narratif) :

Evaluation du cadre législatif et procédural du contrôle et de la gestion des armes :

- Mission d'évaluation de spécialiste du siège en normes internationales de contrôle d'armes du 18 mai au 10 juin 2017
- Consultations au niveau central et dans le Sud (Anosy et Androy) du 22 mai au 9 juin 2017
- Atelier de restitution des constats et recommandations préliminaires de l'évaluation le 8 juin 2017 à Antananarivo
- Rapport de l'évaluation finalisé

Enquête sur l'accès des civils aux armes à feu :

- Consultations au niveau central et en province (Anosy, Androy, Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Matsiatra Ambony, Ihorombe, Sava) du 7 septembre au 21 octobre 2017
- Atelier de restitution des constats et recommandations préliminaires de l'enquête le 25 septembre 2017 à Antananarivo

<p>- Elaboration du rapport de l'enquête en cours</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapport de l'évaluation ; rapports des consultations ; rapport de l'enquête ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p> <p><u>Activité. 1.2.4</u> Harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire</p> <p><u>Longue description</u> : Actuellement il y a des textes de lois qui comprennent des dispositions portant sur des mécanismes de sécurité communautaires ; cependant ils ne sont pas bien connus et la cohérence n'est pas toujours évidente. Pour cela il s'avère nécessaire une évaluation et harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire en vigueur. Cette activité va alimenter l'élaboration de la vision nationale de sécurité et constitue également un préalable au développement d'un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre prévu dans le cadre du produit 4.1.</p> <p><u>Date de début</u> : septembre 2017 <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> : Les textes relatifs à la sécurité communautaire sont évalués et des recommandations pour leur harmonisation formulées, et les pratiques de sécurité communautaire à Madagascar sont identifiées et analysées en vue de recommander des activités d'appui à leur renforcement et harmonisation avec la loi</p> <p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 90%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> :</p> <p>- Consultations au niveau central et en province (Anosy, Androy, Atsimo-Andrefana, Menabe, Matsiatra Ambony, Ihorombe, Vakinankaratra, Sava) du 12 septembre au 27 octobre 2017</p> <p>- Atelier de restitution des constats et recommandations préliminaires de l'analyse le 9 septembre 2017 à Antananarivo</p> <p>- Rédaction du rapport de l'analyse en cours</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapport de l'analyse ; rapports des consultations ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p>	<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.3 Genre dans plan opérationnel</p> <p>Produit 1.3 La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés</p> <p><u>Activité. 1.3.1</u> Appuyer la réforme des critères de recrutement</p> <p><u>Longue description</u> : Revoir les critères d'entraînement physique spécifique aux femmes, les critères de taille minimum, proposer des exercices physiques conçus/prévus pour les femmes. Développer des politiques de ressources humaines respectueuses de la famille.</p> <p>- Révision des critères</p> <p>- Campagne médiatique</p>
--	---

se / p

<p><u>Date de début</u> : <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> : Les critères de recrutement et les politiques de ressources humaines concernant les femmes sont révisés et des recommandations formulées pour leur adaptation aux standards et bonnes pratiques internationaux et une campagne médiatique est effectuée pour sensibiliser la population sur le rôle important des femmes dans le secteur de la sécurité</p> <p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 0%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> : Activité reportée à 2018</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapport de l'étude ; campagne médiatique ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p> <p><u>Activité</u>. 1.3.3 Développer des lignes directrices relatives aux infrastructures et réhabiliter une infrastructure pilote</p> <p><u>Longue description</u> : Revoir les plans/types pour leur donner un caractère « genré » des différentes infrastructures : bâtiments administratifs, casernes et commissariats de police, des différents corps armés, prenant en compte des critères respectant des besoins des femmes. Ensuite, une infrastructure pilote (à identifier) sera réhabilitée afin de la rendre sensible au genre et en ligne avec les exigences spécifiques des femmes officiers.</p> <p><u>Date de début</u> : <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> : Des lignes directrices relatives aux infrastructures sont développées et une infrastructure pilote réhabilitée</p> <p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 0%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> : Activité reportée à 2018</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Document directif ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p>	<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.4 Sensibilisation FDS</p> <p>Produit 2.2 Les FDS sont sensibilisées et formées sur l'attitude de police de proximité, pour gérer et traiter avec les citoyens, y compris sur les questions de violences basées sur le genre</p> <p><u>Activité 2.2.1</u> Sensibilisation sur le concept de « police de proximité »</p> <p><u>Longue description</u> : Suite à une évaluation des besoins, les institutions et ministères pertinents et corps de sécurité sont sensibilisés aux bénéfices d'une police de proximité tournée vers la communauté, qui s'attache à construire le lien, ouvrir le dialogue et travailler étroitement avec les membres des communautés</p> <p><u>Date de début</u> : <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> : Les FDS et leurs ministères de tutelle sont sensibilisés sur le concept de « police de proximité »</p>
---	---

<p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 0%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> : Activité reportée à 2018</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activité ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p> <p><u>Activité 2.2.2 Adapter les modules de formation pertinents</u></p> <p><u>Longue description</u> : Développement d'un module de formation en police de proximité pour les FDS, pour les formations initiales et continues.</p> <p><u>Date de début</u> : <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> :</p> <p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 0%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> : Activité reportée à 2018</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activité ; module de formation ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p>
<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.5 Gestion stocks d'armes</p> <p>Produit 2.4 Les FDS gèrent plus efficacement leurs stocks d'armes</p> <p><u>Activité. 2.4.3 Mettre à jour les procédures de gestion de stocks d'armes des FDS</u></p> <p><u>Longue description</u> : Une évaluation de la législation et des procédures opérationnelles en matière de gestion des stocks d'armes et une enquête sur les armes légères, permettront d'appuyer la mise à jour des textes et des instructions opérationnelles sur la gestion des stocks d'armes et la sensibilisation des forces de sécurité relatives au contrôle des armes et aux nouvelles procédures.</p> <p><u>Date de début</u> : <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> : Les procédures de gestion de stocks d'armes des FDS sont analysées et des recommandations élaborées pour leur mise à jour</p> <p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 0%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> : Activité reportée à 2018</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapport de l'analyse ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p> <p><u>Activité. 2.4.4 Fournir les moyens techniques et les compétences pour un marquage et un enregistrement d'armes selon les standards internationaux (volet traçabilité et marquage)</u></p>

~

sg

2

<p><u>Longue description</u> : Une série d'activités seront menées afin d'améliorer le contrôle de la circulation d'armes, notamment l'achat de machines pour le marquage et des formations sur les nouveaux équipements. Dans cette même visée, un modèle de mise à jour et d'informatisation des registres des armes et munitions sera développé et piloté ; et des synergies/intégration des registres existants seront effectuées.</p> <p><u>Date de début</u> : septembre 2017 <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> : Les moyens techniques et les compétences pour un marquage et un enregistrement d'armes selon les standards internationaux sont fournis</p> <p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 25%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> :</p> <p><u>Enregistrement</u> :</p> <p>- Achat d'équipements informatiques pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activité ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi ; fiches de livraison de matériels</p>	<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.6 Appui au mécanisme interne</p> <p>Produit 3.2 Les institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité</p> <p><u>Activité. 3.2.1</u> Renforcement des capacités des parlementaires et du personnel de l'Assemblée nationale et du Sénat sur la RSS</p> <p><u>Longue description</u> : Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délègue, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.</p> <p><u>Date de début</u> : septembre 2017 <u>Date de fin</u> :</p> <p><u>Résultats attendus</u> : Les capacités des parlementaires et du personnel de l'Assemblée Nationale et du Sénat sur la RSS sont renforcées</p> <p><u>% Progression jusqu'à ce jour</u> : 25%</p> <p><u>Etat d'avancement (narratif)</u> :</p> <p>- Atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité pour le personnel du Sénat du 28 au 29 septembre 2017 à Antsirabe</p> <p><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activité ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi</p>
--	--



Projet/programme :

PNUD (DRRP):



a.i. R. D.

Delcan Razafimanantsoa
ARR Gouvernance

Signature :

12/12/2017

Date :

Date : 12/12/2017

see r